



# Les libéraux au rapport

**Éditorial**

par Jean-Claude Mailly

À la demande des gouvernements allemand et français, deux « experts » ont été choisis pour faire un rapport intitulé : « Réforme, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe ».

Du côté français c'est M. Pisani-Ferry, économiste de tendance libérale – ou, comme le disent certains aujourd'hui, « libéral-social » –, qui a été désigné. Dans ces conditions il ne faut pas être surpris du contenu du rapport.

Par ailleurs, comment comprendre cette initiative bigouvernementale si ce n'est pour servir de ballon d'essai et laisser entendre que les deux pays décident pour toute l'Europe !

Sur le contenu, concernant la situation française, figurent notamment :

- un rythme triennal et non plus annuel pour les négociations de salaires ;
- une modification des critères de référence pour la fixation du Smic, la productivité devant supplanter les salaires ;
- une réduction renforcée des dépenses publiques et sociales ;
- des accords compétitivité-emploi dans les entreprises qui vont bien.

Toutes ces propositions sont inacceptables. Le ministre de l'Économie a beau dire que toucher au Smic et aux NAO (négociations annuelles obligatoires) n'est pas à l'ordre du jour, il soutient la démarche du rapport, dont la réduction des dépenses publiques à hauteur de 50 % du PIB, ce qui représenterait 100 milliards d'euros, le même montant que celui affiché par le président du Medef sur son pin's.

Là encore, comme le dit l'adage, « il n'y a pas de fumée sans feu », y compris quand la Commission européenne décide de ne pas « sanctionner » la France dans l'attente de réformes structurelles.

En matière de politique économique et sociale les libéraux » sont au pouvoir et ont la parole. Comme si leurs idées relevaient d'une science incontestable ou de la vérité.

Heureusement d'autres idées circulent, comme l'ont montré des économistes non libéraux que nous avons invités à débattre à l'occasion d'un colloque sur le Smic.

L'occasion pour le ministre du Travail d'entendre nos revendications en la matière.

Y compris sur la nécessité d'un vrai coup de pouce au Smic pour des raisons sociales, économiques et démocratiques.